

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE CRÉER DES EMPLOIS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, les prévisions budgétaires se passent de commentaires: les chiffres sont là noir sur blanc. Les dépenses sont ramenées de 318 à 216 millions. C'est une perte de 102 millions de dollars pour la création de nouveaux emplois. Quand le gouvernement finira-t-il par comprendre qu'il lui incombe non pas de créer une dépression au Canada, mais de commencer à créer des emplois et à redonner aux Canadiens un peu d'espoir dans leur pays?

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, cette question m'a déjà été posée à la Chambre et j'ai répondu que j'étais prêt à prendre les mesures qui s'imposent. Le domaine de la création des emplois est l'un de ceux dont on s'occupe spécialement.

M. Crosbie: Quelle foutaise!

* * *

L'ÉCONOMIE

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE TAUX D'INTÉRÊT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, dans le discours qu'il a prononcé à New York, il a déclaré que le gouvernement avait refusé d'opter pour la stimulation de l'économie, comme on le lui demandait, et que le gouvernement était prêt à attendre que l'économie américaine amorce une relance. Au même moment, le premier ministre nous affirmait que le gouvernement envisageait d'abaisser les taux d'intérêt pour relancer l'économie.

Comme le ministre subit la pression des Canadiens, des dix premiers ministres provinciaux, des membres de son caucus et même du premier ministre, est-il prêt à renoncer à sa politique d'argent cher désastreuse ou va-t-il s'obstiner à refuser de faire cavalier seul, ce qui permettrait à notre pays d'assurer la relance de son économie?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, il est exact que j'ai déclaré hier à New York qu'à mon avis, on ne pourrait pas sortir de la récession en engageant des dépenses, et que cela ne ferait qu'augmenter le déficit et aggraver les pressions inflationnistes qui s'exercent sur notre économie. Telle est mon opinion, et c'est aussi la politique qui a été approuvée à trois reprises à la Chambre depuis la présentation du budget.

Je tiens à préciser au représentant que les déclarations que j'ai faites hier, selon lesquelles nous étions contre le fait d'abaisser d'autorité les taux d'intérêt si nous n'acceptons pas en même temps de dévaluer notre monnaie, reflètent bel et bien notre politique. Or, les déclarations faites hier par le premier ministre à la Chambre ne changent ou ne modifient en rien ce programme.

Questions orales

LE DÉFICIT COMMERCIAL DANS LE DOMAINE DES PRODUITS MANUFACTURÉS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, cette nouvelle ne réconfortera pas les millions de Canadiens sans emploi et les petites entreprises acculées à la faillite.

Hier, à New York, le ministre a aussi déclaré qu'il s'opposerait aux pressions visant à protéger les industries de fabrication du Canada. Comment peut-il continuer à recommander que le Canada reste le pionnier international du libre-échange alors que, l'an dernier, nous avons accumulé un déficit commercial de 21 milliards de dollars dans le domaine des produits manufacturés et perdu au total plus de 300,000 emplois dans ce secteur vital de notre économie?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai dit hier que, pour le moment, nous n'avons pas l'intention d'appuyer une politique protectionniste plus vigoureuse. Tous les pays sont fortement tentés d'ériger des barrières commerciales et d'adopter des politiques qui leur sont profitables. L'expérience nous enseigne que ce serait très dangereux pour le Canada parce que nous avons énormément besoin d'un système d'échanges internationaux très dynamique. Si nous faisons quoi que ce soit pour rompre l'équilibre, nous nous rendrions un très mauvais service.

• (1425)

LA RÉDUCTION DU BUDGET POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, le Nouveau parti démocratique est d'avis que si les compagnies veulent faire des bénéfices, elles doivent inscrire des Canadiens sur leurs feuilles de paie. Bien que le gouvernement répète qu'il s'inquiète du nombre des chômeurs canadiens, on s'est rendu compte de sa mesquinerie cette semaine quand les prévisions budgétaires ont été déposées à la Chambre. En dépit du fait qu'il y a plus d'un million de chômeurs, le gouvernement a réduit effectivement de 102 millions son budget déjà limité pour la création d'emplois. Comment le gouvernement peut-il continuer d'une part à dire aux chômeurs canadiens qu'il se rend compte de la situation et qu'il s'inquiète de leur sort, lorsque d'autre part, il réduit sans pitié de 35 p. 100 cet article du budget?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je devrais peut-être répéter la réponse que j'ai donnée, car elle est très importante. Les sommes affectées à la création d'emplois dans le budget principal des dépenses ne représentent jamais le montant global consacré à la création d'emplois durant une année. Si le député veut se reporter à notre façon de procéder dans le passé, il constatera que les montants inclus dans le budget principal des dépenses sont sensiblement moins élevés que ceux que le gouvernement fédéral s'engage à verser subséquemment. C'est la deuxième fois que je donne cette réponse aujourd'hui.